IMT Nuremberg Archives

H – 3536

International Court of Justice

OFFICE OF U.S. CHIEF OF COUNSEL FOR WAR CRIMES

EVIDENCE DIVISION

Date : 2 August 1948

I certify that Document Number TC-13 was introduced into evidence as Exhibit Number GB-15 in the Trial by the International Tribunal of Hermann GOERING, et al, which commenced on 20 November 1945, and that the attached photostat is a true and correct copy of the original.

Fred Niebergall

Fred NIEBERGALL
Chief, Document
Control Branch.

H3536 - 0002

H3536 - 0003

C E R T I F I C A T E

I hereby certify that the annexed document TC-13 No. GB-15 is a photostat of an original document submitted in evidence by the British Prosecution under this number. The original document has been withdrawn in accordance with Rule 10 of the International Military Tribunal, and to the best of my knowledge and belief is to be held at the National Archives, Washington D.C.

Paul Josten

PAUL A. JOSTEN

General Secretary
International Military Tribunal

Nuremberg, 28 July 1948

H3536 – 0004

TC 13

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

O ALL TO WHOM THESE PRESENTS SHALL COME, GREETING:

I certify that the document hereunto annexed is a
e photostatic copy of the official French text, and the
ish translation, of the arbitration convention between
ny and Belgium done at Locarno October 16, 1925, as
d in the League of Nations Treaty Series, volume LIV,
04-313.

urther certify that, according to the official
of the Department of State, instruments of ratifi-
at of the convention were deposited at Geneva Septem-
14 26, on which date the treaty entered into force,
cc ce with the provisions of article 21 thereof.

IN TESTIMONY WHEREOF, I have hereunto set my hand and caused the Seal of the Department of State to be affixed at the City of Washington, in the District of Columbia, this thirty-first day of August, 1945.

James F Byrnes

Secretary of State
of the United States of America.

037087

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
GB Exhibit 15
Filed 5 Dec 45

H3536 – 0005

TC 13

N° 1293. — CONVENTION D'ARBITRAGE [1] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE, FAITE A LOCARNO, LE 16 OCTOBRE 1925.

Texte officiel français. Cette convention a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à son article 21, le 14 septembre 1926, date de son entrée en vigueur.

LES SOUSSIGNÉS, dûment autorisés,

Chargés par leurs gouvernements respectifs de fixer les modalités suivant lesquelles il sera, ainsi qu'il est prévu dans l'article 3 du traité conclu en date de ce jour entre L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE et L'ITALIE, procédé à la solution pacifique de toutes les questions qui ne pourraient être résolues à l'amiable entre l'Allemagne et la Belgique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE.

Article premier.

Toutes contestations entre l'Allemagne et la Belgique, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale [2], ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent notamment celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Cette disposition ne s'applique pas aux contestations nées de faits qui sont antérieurs à la présente convention et qui appartiennent au passé.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre l'Allemagne et la Belgique, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément à la présente convention.

---

[1] Les ratifications ont été déposées à Genève, le 14 septembre 1926.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96, et vol. L, page 159, de ce recueil.

037088

H3536 – 0006

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente convention qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 4.

La commission permanente de conciliation prévue à l'article 2, sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : le Gouvernement allemand et le Gouvernement belge nommeront chacun un commissaire, choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Gouvernements allemand et belge désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 6.

La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où le Gouvernement allemand ou le Gouvernement belge aurait porté une contestation devant la commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

037089

H3536 – 0007

Article 8.

La commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention [1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

La commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 11.

Les travaux de la commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 12.

Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 13.

Sauf disposition contraire de la présente convention, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

037090

H3536 – 0008

Article 14.

Les Gouvernements allemand et belge s'engagent à faciliter les travaux de la commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 15.

Pendant la durée des travaux de la commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Gouvernements allemand et belge, qui en supporteront chacun une part égale.

Article 16.

A défaut de conciliation devant la commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II.

Article 17.

Toutes questions sur lesquelles le Gouvernement allemand et le Gouvernement belge seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article premier de la présente convention et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 6 à 15 de la présente convention, sera appliquée.

Article 18.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, portée devant le Conseil de la Société des Nations, qui statuera conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

037091

H3536 – 0009

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 19.

Dans tous les cas et notamment si la question, au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Les Gouvernements allemand et belge s'engagent respectivement à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation ou par le Conseil de la Société des Nations, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 20.

La présente convention reste applicable entre l'Allemagne et la Belgique, encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 21.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à Genève à la Société des Nations en même temps que les ratifications du traité conclu en date de ce jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Elle entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que ledit traité.

La présente convention, faite en un seul exemplaire, sera déposée aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire général sera prié de remettre à chacun des deux gouvernements contractants des copies certifiées conformes.

Fait à Locarno, le seize octobre, mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) *(Signé)* Gustav STRESEMANN
(L. S.) *(Signé)* Emile VANDERVELDE

037092

H3536 – 0010

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1293. — ARBITRATION CONVENTION[1] BETWEEN GERMANY AND BELGIUM, DONE AT LOCARNO, OCTOBER 16, 1925.

Official text in French. This Convention was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 21, on September 14, 1926, the date of its entry into force.

THE UNDERSIGNED duly authorised,

Charged by their respective Governments to determine the methods by which, as provided in Article 3 of the Treaty concluded this day between GERMANY, BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN and ITALY, a peaceful solution shall be attained of all questions which cannot be settled amicably between Germany and Belgium,

Have agreed as follows:

PART I.

Article 1.

All disputes of every kind between Germany and Belgium with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not be possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice[2], as laid down hereafter. It is agreed that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

This provision does not apply to disputes arising out of events prior to the present Convention and belonging to the past.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between Germany and Belgium shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 2.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission styled *the Permanent Conciliation Commission*, constituted in accordance with the present Convention.

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. [1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] The ratifications were deposited at Geneva, September 14, 1926.

[2] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96, and Vol. L, page 159, of this Series.

037093

H3536 – 0011

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the matter in dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Convention until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 2 shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say : the German Government and the Belgian Government shall each nominate a commissioner chosen from among their respective nationals, and shall appoint, by common agreement, the three other commissioners from among the nationals of third Powers ; these three commissioners must be of different nationalities, and the German and Belgian Governments shall appoint the president of the commission from among them.

The commissioners are appointed for three years, and their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement and, in any case, until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the nomination of the commissioners to be appointed by common agreement should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the president by the two Parties acting in agreement, or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

Article 7.

Within fifteen days from the date when the German Government or the Belgian Government shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

037094

H3536 – 0012

Article 8.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its labours the commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The labours of the commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the commission shall have been notified of the dispute.

Article 9.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention, of the 18th October 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 10.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its president.

Article 11.

The labours of the Permanent Conciliation Commission are not public, except when a decision to that effect has been taken by the commission with the consent of the Parties.

Article 12.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 13.

Unless otherwise provided in the present Convention, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

037095

H3536 – 0013

Article 14.

The German and Belgian Governments undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 15.

During the labours of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive salary, the amount of which shall be fixed by agreement between the German and Belgian Governments, each of which shall contribute an equal share.

Article 16.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission the dispute shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down by its statute or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down by The Hague Convention of the 18th October 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement after a month's notice one or other of them may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

Article 17.

All questions on which the German and Belgian Governments may differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy the settlement of which cannot be attained by means of a judicial decision as provided in Article 1 of the present Convention, and for the settlement of which no procedure has been laid down by other conventions in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report.

The procedure laid down in Articles 6-15 of the present Convention shall be applicable.

Article 18.

If the two Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the labours of the Permanent Conciliation Commission, the question shall, at the request of either Party, be brought before the Council of the League of Nations, which shall deal with it in accordance with Article 15 of the Covenant of the League.

037096

H3536 – 0014

GENERAL PROVISIONS.

Article 19.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the latter has not been notified thereof, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its statute, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the Council of the League of Nations, if the question is brought before it, to ensure that suitable provisional measures are taken. The German and Belgian Governments undertake respectively to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission or by the Council of the League of Nations, and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 20.

The present Convention continues applicable as between Germany and Belgium, even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 21.

The present Convention shall be ratified. Ratifications shall be deposited at Geneva with the League of Nations at the same time as the ratifications of the Treaty concluded this day between Germany, Belgium, France, Great Britain and Italy.

It shall enter into and remain in force under the same conditions as the said Treaty.

The present Convention, done in a single copy, shall be deposited in the archives of the League of Nations, the Secretary-General of which shall be requested to transmit certified copies to each of the two contracting Governments.

Done at Locarno, October the sixteenth, nineteen hundred and twenty-five.

(L. S.) *(Signed)* Gustav STRESEMANN
(L. S.) *(Signed)* Emile VANDERVELDE

037097

H3536-0014A

TC-13

GB 15.

H-3536

TC 13

G. B. EXHIBIT

T.C 13

G. B. EXHIBIT 15

15

Filed Dec. 5, 1945

HB Wiley

Dep.

037036

GB15

H3536 - 0015

H3536-0016

11 pages